



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 18 mars 2009 (19.03)
(OR. en)**

7732/09

COPEN 54

NOTE DE TRANSMISSION

de:	Asko Vālimaa, Directeur général adjoint, ministère de la justice, Finlande
à:	Secrétariat général du Conseil
reçue le:	24 novembre 2008
Objet:	Décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation - Lettre de notification de la Finlande

Les délégations trouveront en annexe une lettre de notification de la Finlande.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
FINLANDE

19 novembre 2008

de: la Finlande

au: Secrétariat général du Conseil/Commission

objet: **Décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation. Notifications requises par la décision-cadre. Transmission des textes de droit national mettant en œuvre la décision-cadre.**

1. Notifications

La Finlande communique ci-après les informations à transmettre concernant la décision-cadre du Conseil relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation (2006/783/JAI).

Article 3.1

"L'autorité compétente visée à l'article 3.1. est le "Legal Register Centre" dont l'adresse est la suivante:

Legal Register Centre
Linnankatu 3b
P.O. Box 157
FI-13101 Hämeenlinna
Téléphone: +358 10 36 65631
Télécopie: +358 10 36 65703
Adresse électronique: oikeusrekisterikeskus@om.fi
Finlande

Article 19

"La Finlande accepte les certificats visés à l'article 19 de la décision-cadre en langues finnoise, suédoise et anglaise."

2. *Transmission des textes de droit national mettant en œuvre la décision-cadre*

Conformément à l'article 22, paragraphe 2, de la décision-cadre 2006/783/JAI, le texte des dispositions de la loi (222/2008) et du décret (692/2008) transposant les obligations découlant de la décision-cadre, ainsi que les modifications apportées à la loi (21/1987) sur la coopération internationale dans l'exécution de certaines sanctions pénales, à la loi (672/2002) sur le recouvrement des amendes et au décret (836/2005) figurent à l'annexe de la présente note pour transmission au Secrétariat général du Conseil et à la Commission. La loi et le décret mettant en œuvre la décision-cadre entreront en vigueur le 24 novembre 2008.

Asko Vālimaa
Directeur général adjoint
Ministère de la justice
Finlande